

SENATO DELLA REPUBBLICA

XI LEGISLATURA

Doc. XII-bis
N. 17

RISOLUZIONE DELL'ASSEMBLEA DELL'ATLANTICO DEL NORD

APPROVATA NELLA SEDUTA DI BRUGES, 19 NOVEMBRE 1992

Risoluzione 237

riguardante misure urgenti da adottare in vista di una cooperazione istituzionale per la sicurezza nella Comunità euro-atlantica (*)

Annunziata il 5 gennaio 1993

L'ASSEMBLÉE,

1. Rappelant la résolution plénière 232, adoptée à la Session annuelle de Madrid de 1991, qui invitait instamment les gouvernements et parlements des pays membres de l'Alliance atlantique « à examiner la question de savoir comment il est possible de mettre les acquis et moyens spécifiques de l'Alliance, en coopération avec tout Etat intéressé et à la demande de tout organe légitime approprié – y compris la CSCE – au service de la primauté du droit, tout en veillant aux intérêts de l'Alliance »;

2. Rappelant également la résolution 229, adoptée à la Session annuelle de Madrid de 1991, qui invitait instamment les gouvernements des pays membres de la CSCE à organiser des « exercices d'entraînement tactique conjoints auxquels participeraient des Etats membres n'appartenant pas à la même alliance », de manière à contribuer à promouvoir la sécurité et la confiance;

3. Rappelant encore que la Déclaration de Rome de l'OTAN soulignait l'importance qu'il y avait à « assurer la transparence et la complémentarité nécessaires entre l'Alliance et l'identité de sécurité et de défense européenne qui prend forme au sein des Douze et de l'UEO », et insis-

(*) Presentata dalla Commissione politica.

tait sur le fait que « des liaisons et des procédures de consultation appropriées seront développées entre les Douze et l'UEO d'une part, et l'Alliance d'autre part, de manière à assurer que les Alliés qui ne participent pas actuellement à l'élaboration d'une identité européenne en matière de politique étrangère et de sécurité et dans le domaine de la défense soient associés comme il convient aux décisions pouvant engager leur sécurité »;

4. Se félicitant qu'il ait été convenu à la réunion ministérielle de l'OTAN d'Oslo « que les forces relevant de l'UEO continueront d'avoir pour tâche première la défense collective de l'OTAN aux termes du Traité de Washington », ainsi que « d'œuvrer à l'établissement d'étroites relations de travail, notamment entre les Conseils et les secrétariats et entre les états-majors de défense »;

5. Se félicitant des mesures pratiques en ce qui concerne la coopération entre l'OTAN et l'UEO, et convaincue qu'elles seront mises en oeuvre en se complétant et sans faire double emploi, permettant le développement effectif de l'UEO en tant que composante de défense de l'Union européenne et comme moyen de renforcer le pilier européen de l'OTAN ainsi que son lien transatlantique indispensable et irremplaçable;

6. Saluant les décisions prises à Oslo et à Petersberg, aux termes desquelles l'Alliance et l'UEO examineront favorablement les demandes de la CSCE concernant la mise à sa disposition de leurs ressources pour des activités de maintien de la paix, ainsi que la décision du sommet d'Helsinki permettant à la CSCE de faire appel à des organisations telles que l'OTAN, l'UEO et la Communauté européenne, ou encore, à des mécanismes comme le mécanisme de maintien de la paix de la CEI, à l'appui d'opérations de maintien de la paix de la CSCE;

7. Soutenant énergiquement la déclaration des présidents Bush et Eltsine en

faveur de « la création d'un potentiel euro-atlantique crédible de maintien de la paix, reposant sur l'autorité politique de la CSCE, qui permette l'utilisation des capacités du CCNA, de l'OTAN et de l'UEO pour préparer, appuyer et gérer des opérations pour la CSCE, ainsi que la mise à disposition de forces et de ressources de l'un quelconque et de la totalité des Etats de la CSCE », reconnaissant par ailleurs que de telles opérations, y compris des opérations d'imposition de la paix, peuvent être entreprises à la demande du Conseil de sécurité des Nations unies, et félicitant la Roumanie d'avoir pris l'initiative, au sein du CCNA, d'établir des équipes de surveillance pour contrôler le respect des sanctions décrétées par le Conseil de sécurité des Nations unies en ce qui concerne l'ex-Yougoslavie;

8. S'associant à la prise de position du secrétaire général des Nations unies, dans son Agenda pour la paix, en faveur du recours aux organisations régionales pour contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales, y compris aux organisations régionales de sécurité et de défense mutuelles, et de la création immédiate d'un fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix, ainsi que d'un registre des forces que les pays seraient prêts à mettre à la disposition de l'ONU pour ces opérations;

9. Profondément préoccupée par les risques de doubles emplois et de paralysie politique dus au fait que jusqu'ici on n'a pas encore défini les arrangements nécessaires pour parvenir à la transparence et à la complémentarité entre les institutions responsables pour la sécurité en Europe, dont l'absence de clarté en ce qui concerne les contributions militaires spécifiques et les arrangements en matière de commandement, tels que le non-établissement d'arrangements pour la planification des opérations de maintien de la paix à l'OTAN et au SHAPE ni d'arrangements éprouvés afin de mettre à

la disposition de l'UEO et d'autres organisations, les ressources ou les forces assignées à l'OTAN dans les cas où celle-ci décide de ne pas agir elle-même;

10. Reconnaissant que les questions institutionnelles ne sont que le reflet de problèmes, plus profonds, de volonté politique et de vision géopolitique qui risquent de porter atteinte aux responsabilités des Occidentaux à l'égard du principe énoncé dans le Document d'Helsinki 1992 selon lequel aucun Etat participant à la CSCE « ne renforcera sa sécurité aux dépens de celle d'autres Etats »;

11. Invite instamment les gouvernements des pays membres de l'Alliance atlantique et de l'Union de l'Europe occidentale à adopter d'urgence les dispositions suivantes:

a. échange complet et réciproque de tous les documents pertinents et consultation et coordination au sujet des questions d'intérêt commun, y compris par des liaisons électroniques spécialisées et protégées et par la participation, avec droit à la parole, des secrétaires généraux aux réunions des ministres et des chefs d'Etat ou de gouvernement, la participation des secrétaires généraux ou d'un observateur des secrétariats aux réunions des Conseils au niveau des représentants permanents et la participation à des réunions de comités aux niveaux appropriés;

b. coordination totale entre les mesures et décisions préparées au sein de groupes de l'UEO/CE et de l'OTAN dans d'autres instances multilatérales et internationales, compte tenu des points de vue des Alliés non-membres de l'UEO;

c. contacts, en temps opportun, étroits et permanents à tous les niveaux entre le secrétariat international et les autorités militaires de l'OTAN, d'une part, et le secrétariat international et la Cellule de planification de l'UEO, d'autre part;

d. synchronisation des réunions consacrées à des questions d'intérêt mutuel et préparation de documents de travail communs lorsqu'il y a lieu;

12. Invite instamment les gouvernements des pays membres du Conseil de coopération nord-atlantique:

a. à donner un caractère substantiel au CCNA et à y développer la coopération pratique, eu égard à l'engagement qui figurait dans le Programme de travail 1992 et selon lequel les activités adoptées jusque-là, largement limitées à des consultations et à des séminaires, « correspondent à un processus dynamique qui évoluera à l'usage », et à fournir les ressources appropriées sans contraintes bureaucratiques stériles;

b. à redéfinir l'orientation du CCNA et du Groupe sur les questions de défense de manière à passer des actuels arrangements *ad hoc* à une base institutionnelle solide et plus sagement efficace, adaptée au défi de la coopération, avec la création d'un nouveau poste de haut niveau, dont le titre pourrait être celui de secrétaire général adjoint pour la coopération;

c. à partager avec les parlements nationaux, les organisations interparlementaires et les médias davantage d'informations sur les activités et réalisations pratiques du CCNA;

d. à commencer, dans l'esprit de la Charte américano-russe de partenariat et d'amitié du 17 juin 1992, à organiser un entraînement militaire conjoint pour des tâches de maintien de la paix et autres, à envisager d'établir dans un ou plusieurs pays du CCNA des institutions équivalent au College de défense et à l'Ecole de défense de l'OTAN, à donner suite de façon plus énergique à l'offre de mise à disposition d'équipes d'experts pour aider à la gestion et à la supervision des ministères de la Défense et d'autres secteurs de l'organisation de la défense, et à exami-

ner la participation des partenaires de la coopération au système de commandement et de contrôle aériens — renforçant ainsi l'aptitude des pays partenaires de la coopération à remplir leurs engagements au titre de la CSCE et à rendre irréversible le changement démocratique;

e. à établir sur une base solide des voies de communication directes entre l'OTAN, à la fois en tant qu'alliance et en tant que point de contact pour le CCNA dans son ensemble, et le Conseil de sécurité et autres organes des Nations unies, au service du maintien de la paix.

N. B. Traduzione non ufficiale

Risoluzione 237

riguardante misure urgenti da adottare in vista di una cooperazione istituzionale per la sicurezza nella Comunità euro-atlantica (*)

L'ASSEMBLEA,

1. Richiamando la Risoluzione plenaria 232, adottata nella Sessione annuale di Madrid del 1991, che esortava i governi e parlamenti dei Paesi membri dell'Alleanza Atlantica « a valutare come le esperienze e i mezzi specifici dell'Alleanza in cooperazione con ogni Stato interessato e su richiesta di qualsiasi organo legittimo competente compresa la CSCE — possano essere posti al servizio della preminenza del diritto, vigilando nel contempo sugli interessi dell'Alleanza »;

2. richiamando altresì la Risoluzione 229, adottata nella Sessione annuale di Madrid del 1991, che esortava i governi dei Paesi membri della CSCE a organizzare « esercitazioni congiunte di addestramento tattico, con la partecipazione di Stati membri non appartenenti alla stessa Alleanza », onde contribuire a promuovere la sicurezza e la fiducia;

3. ricordando inoltre che la Dichiarazione di Roma della NATO sottolineava l'importanza di « garantire la trasparenza e la complementarità necessarie tra l'identità europea di sicurezza e di difesa, quale va emergendo tra i Dodici e nell'UEO, e l'Alleanza » e insisteva sul fatto

che « tra i Dodici, l'UEO e l'Alleanza verranno sviluppati appropriati collegamenti e procedure di consultazione per assicurare che gli alleati che non partecipano attualmente allo sviluppo di un'identità europea di politica estera e sicurezza e di difesa siano adeguatamente coinvolti in decisioni che possono toccare la loro sicurezza »;

4. accogliendo con favore l'accordo raggiunto nella riunione ministeriale della NATO di Oslo secondo cui « le forze poste alle dipendenze dall'UEO continueranno ad avere quale compito primario quello della difesa collettiva della NATO, ai sensi del Trattato di Washington » e ad « operare per stabilire stretti vincoli di lavoro, tra l'altro tra i due Consigli e relativi Segretariati e tra gli Stati Maggiori »;

5. felicitandosi per i progressi compiuti nell'elaborazione di misure pratiche in materia di cooperazione fra NATO e UEO, e convinta che esse saranno attuate in uno spirito di complementarità e evitando duplicazioni, consentendo lo sviluppo effettivo dell'UEO sia come componente di difesa dell'Unione europea che come mezzo per rafforzare il pilastro europeo della NATO ed il suo indispensabile e insostituibile legame transatlantico;

6. accogliendo con favore le decisioni prese ad Oslo e a Petersberg, in base alle

(*) Presentata dalla Commissione politica.

quali l'Alleanza e l'UEO esamineranno le richieste della CSCE di mettere a sua disposizione le loro risorse per attività di mantenimento della pace, nonché la decisione del vertice di Helsinki che consente alla CSCE di ricorrere ad organizzazioni quali la NATO, l'UEO e la Comunità europea o anche al meccanismo di mantenimento della pace della CSI in appoggio ad operazioni di pace della CSCE;

7. sostenendo energicamente la dichiarazione dei presidenti Bush ed Eltsin a favore de « la creazione di una capacità euro-atlantica credibile di mantenimento della pace, fondata sull'autorità politica della CSCE, che consenta l'utilizzo delle capacità del Consiglio di cooperazione nord-atlantica (NACC), della NATO e dell'UEO per preparare, sostenere e gestire operazioni per conto della CSCE, nonché la possibilità di mettere a disposizione forze e risorse di uno qualunque e della totalità degli Stati della CSCE », riconoscendo d'altro canto che operazioni del genere, comprese le operazioni di imposizione della pace, possono essere intraprese su richiesta del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite, e felicitandosi con la Romania per aver preso l'iniziativa, nell'ambito del NACC, di creare dei gruppi di sorveglianza per controllare il rispetto delle sanzioni decretate dal Consiglio di Sicurezza delle Nazioni unite riguardanti l'ex Jugoslavia;

8. associandosi alla presa di posizione del Segretario generale delle Nazioni unite nella sua « Agenda per la pace », in favore del ricorso alle organizzazioni regionali per contribuire al mantenimento della pace e della sicurezza internazionali, comprese le organizzazioni regionali di mutua difesa e sicurezza, e in favore della creazione immediata di un fondo di riserva per le operazioni di mantenimento per la pace, nonché di un registro delle forze che i Paesi sarebbero pronti a mettere a disposizione dell'ONU per tali operazioni;

9. profondamente preoccupata dai rischi di duplicazione e di paralisi politica

determinati dalla mancata definizione degli accordi necessari per giungere alla trasparenza e alla complementarità fra le istituzioni responsabili della sicurezza in Europa, che si suppone si rafforzino a vicenda, ivi compresa la mancanza di chiarezza in merito a contributi militari specifici e ad intese in materia di comando, quali la mancata istituzione di intese per la pianificazione delle operazioni di mantenimento della pace presso la NATO e lo SHAPE o di accordi sperimentati per mettere a disposizione dell'UEO e di altre organizzazioni le risorse o le forze assegnate alla NATO nei casi in cui quest'ultima decida di non agire in prima persona;

10. riconoscendo che le questioni istituzionali sono solo il riflesso di problemi, più profondi, di volontà politica e di visione geopolitica che rischiano di intaccare le responsabilità degli occidentali rispetto al principio enunciato nel Documento di Helsinki 1992 secondo cui nessuno Stato partecipante alla CSCE « rafforzerà la propria sicurezza a scapito di quella di altri Stati »;

11. sollecita i governi dei Paesi membri dell'Alleanza Atlantica e dell'Unione dell'Europa Occidentale ad adottare con urgenza le seguenti disposizioni:

a. scambio completo e reciproco di tutti i documenti pertinenti e consultazione e coordinamento sulle problematiche di interesse comune, anche mediante collegamenti elettronici specializzati e protetti e la partecipazione, con diritto di parola, dei segretari generali alle riunioni dei Ministri e dei Capi di Stato o di Governo, la partecipazione dei segretari generali o di un osservatore dei segretariati alle riunioni dei Consigli a livello di rappresentati permanenti e la partecipazione a riunioni di comitati agli opportuni livelli;

b. coordinamento totale tra le misure e le decisioni preparate nell'ambito di gruppi dell'UEO/CE e della NATO in altre istanze multilaterali e internazio-

nali, tenuto conto dei punti di vista degli alleati non membri dell'UEO;

c. contatti tempestivi, stretti e permanenti a tutti i livelli fra, da una parte, il Segretariato internazionale e le autorità militari della NATO, e, dall'altra, il Segretariato internazionale e la Cellula di pianificazione dell'UEO;

d. sincronizzazione delle riunioni dedicate a questioni di reciproco interesse ed eventuale preparazione di documenti di lavoro congiunti;

12. sollecita i governi dei Paesi membri del Consiglio di cooperazione nord-atlantica a:

a. imprimere un carattere sostanziale al NACC e a sviluppare in esso la cooperazione pratica, considerando l'impegno contenuto nel Programma di lavoro 1992 secondo cui le attività fino a quel punto concordate, in gran parte limitate a consultazioni e seminari, « corrispondono ad un processo dinamico che evolverà con la pratica », e a fornire le opportune risorse senza sterili vincoli burocratici;

b. ridefinire l'orientamento del NACC e del Gruppo sulle problematiche della difesa in modo da passare dalle attuali disposizioni ad hoc ad una solida base istituzionale più flessibile ed efficace, adeguata alla sfida della cooperazione; con la creazione di un nuovo incarico ad alto livello, il cui titolo potrebbe

essere quello di Segretario generale aggiunto per la cooperazione;

c. condividere con i parlamenti nazionali, con le organizzazioni interparlamentari e con i mass media maggiori informazioni sulle attività e realizzazioni pratiche del NACC;

d. cominciare, secondo lo spirito della Carta americano-russa di partnership e di amicizia del 17 giugno 1992, ad organizzare un addestramento militare congiunto per compiti di mantenimento della pace e di altro tipo, a prendere in considerazione la possibilità di creare in uno o più Paesi del NACC istituzioni equivalenti al Collegio di Difesa e alla Scuola di Difesa della NATO, a dare seguito in modo più energico all'offerta di mettere a disposizione delle equipe di esperti per contribuire alla gestione e supervisione dei ministeri della difesa e di altri settori di organizzazione della difesa e ad esaminare la partecipazione dei soci in cooperazione al sistema di comando e controllo aereo — rafforzando così la capacità dei Paesi soci in cooperazione di adempiere ai propri impegni in ambito CSCE e a rendere irreversibile il cambiamento democratico;

e. consolidare i canali diretti di comunicazione fra la NATO, in quanto alleanza e al tempo stesso punto di contatto per il NACC nel suo complesso, e il Consiglio di Sicurezza ed altri organi delle Nazioni unite al servizio del mantenimento della pace.

